



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00502

Numéro SIREN : 530 937 192

Nom ou dénomination : 11 FOOTBALL CLUB

Ce dépôt a été enregistré le 16/12/2014 sous le numéro de dépôt 13583

11 FOOTBALL CLUB
Société à responsabilité limitée
au capital de 100.000 euros
Siège social : 3, allée Cassard – 44000 NANTES
530 937 192 RCS NANTES

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU GERANT

DU 5 DECEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze,
Le cinq décembre,
A 11 heures,

Le soussigné, Monsieur Alexandre HARKOUS, agissant en qualité de Gérant de la société 11 FOOTBALL CLUB (anciennement dénommée ELEVEN), société à responsabilité limitée au capital de 100.000 euros dont le siège social est situé 3, allée Cassard – 44000 Nantes, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro d'identification unique 530 937 192 (la « Société »),

a pris les décisions relatives aux points suivants :

- Constatation de la réception des souscriptions suite aux augmentations de capital décidées par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014 ;
- Constatation de la réalisation définitive des augmentations de capital et, par voie de conséquence, de la réalisation de la réduction de capital décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014 ;
- Modification corrélative des articles 7 « Apports » et 8 « Capital social » des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités.

1. Constatation de la réception des souscriptions suite aux augmentations de capital décidées par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014

Le Gérant rappelle que l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 1^{er} décembre 2014 a notamment décidé :

- de réduire le capital social à 0 euro, sous la condition suspensive de la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 127.500 euros ;
- d'augmenter le capital social d'un montant de 127.500 euros pour le porter de 0 euro à 127.500 euros, au moyen de la création de 127.500 parts sociales nouvelles, numérotées de 1 à 127.500, d'un euro de valeur nominale, émises au pair, à libérer intégralement par versement d'espèces, étant précisé que cette augmentation de capital a été réservée intégralement à la société SPORTING INVEST, société à responsabilité limitée au capital de 127.500 euros, dont le siège social est situé Route d'Issoudun – Chemin du Vallon – 18000 Bourges, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bourges sous le numéro d'identification unique 808 073 712 ;

DOSSIER DEMATERIALISE



- sous condition suspensive de la réalisation définitive de la précédente augmentation de capital, d'augmenter le capital social d'un montant de 30.000 euros pour le porter de 127.500 euros à 157.500 euros, au moyen de la création de 30.000 parts sociales nouvelles, numérotées de 127.501 à 157.500, d'un euro de valeur nominale, émises au pair, à libérer intégralement par versement d'espèces, étant précisé que cette augmentation de capital a été réservée intégralement à :
 - o Monsieur Guillaume MEYSELLE, à concurrence de 20.000 parts sociales nouvelles d'un euro, soit une souscription totale de 20.000 euros libérée intégralement ;
 - o Monsieur Bastien BOUBAT, à concurrence de 10.000 parts sociales nouvelles d'un euro, soit une souscription totale de 10.000 euros libérée intégralement ;
- sous condition suspensive de la réalisation définitive des précédentes augmentations de capital, d'augmenter le capital social d'un montant de 425.835 euros pour le porter de 157.500 euros à 583.335 euros, au moyen de la création de 425.835 parts sociales nouvelles, numérotées de 157.501 à 583.335, d'un euro de valeur nominale, émises au pair, à libérer intégralement par versement d'espèces, étant précisé que cette augmentation de capital a été réservée intégralement à la société SPORTS COUNTRY CLUB, société par actions simplifiée au capital de 550.000 euros ayant son siège social au 66 avenue des Champs Elysées – 75008 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 807 596 614 ;

L'Assemblée Générale a également décidé que les souscriptions aux augmentations de capital étaient ouvertes jusqu'au 10 décembre 2014 inclus.

Le Gérant indique avoir reçu :

- o un bulletin de souscription émanant de la société SPORTING INVEST, aux termes duquel cette dernière a déclaré souscrire à 127.500 parts sociales d'un euro de valeur nominale, et libéré sa souscription, soit la somme de 127.500 euros, par virement sur le compte bancaire de la Société ouvert à cet effet,
- o un bulletin de souscription émanant de Monsieur Guillaume MEYSELLE, aux termes duquel ce dernier a déclaré souscrire à 20.000 parts sociales d'un euro de valeur nominale, et libéré sa souscription, soit la somme de 20.000 euros, par versement d'espèces, réalisé par chèque bancaire,
- o un bulletin de souscription émanant de Monsieur Bastien BOUBAT, aux termes duquel ce dernier a déclaré souscrire à 10.000 parts sociales d'un euro de valeur nominale, et libéré sa souscription, soit la somme de 10.000 euros, par versement d'espèces, réalisé par chèque bancaire,
- o un bulletin de souscription émanant de la société SPORTS COUNTRY CLUB, aux termes duquel cette dernière a déclaré souscrire à 425.835 parts sociales d'un euro de valeur nominale, et libéré sa souscription, soit la somme de 425.835 euros, par virement sur le compte bancaire de la Société ouvert à cet effet.

Ces souscriptions représentant la totalité des augmentations de capital décidées l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014, le Gérant constate la clôture par anticipation du délai de souscription.

La banque HSBC, dépositaire des fonds, a établi un certificat valant certificat du dépositaire.

2. Constatation de la réalisation définitive des augmentations de capital et, par voie de conséquence, de la réalisation de la réduction de capital décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1er décembre 2014

Comme conséquence à ce qui précède, et conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014, le Gérant constate, au vu du certificat du dépositaire, la réalisation définitive et intégrale des augmentations de capital décidées par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014, d'un montant global de 583.335 euros, ayant pour effet de porter le capital social à 583.335 euros par émission de 583.335 parts sociales nouvelles d'un euro de valeur nominale, émises au pair, numérotées de 1 à 583.335.

Le Gérant constate également la réalisation de la réduction de capital décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014.

3. Modification corrélative des articles 7 « Apports » et 8 « Capital social » des statuts

Conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014 à l'effet d'apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations du capital social, le Gérant décide de compléter l'article 7 « Apports » et de modifier l'article 8 « Capital social » des statuts comme suit :

ARTICLE 7 – APPORTS

[.../...]

10) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 1^{er} décembre 2014 et d'une décision du Gérant en date du 5 décembre 2014, le capital social a été réduit d'une somme de 100.000 euros puis augmenté d'une somme de 583.335 euros en numéraire.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ-CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE TROIS-CENT TRENTE-CINQ euros (583.335 €).

Il est divisé en CINQ-CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE TROIS-CENT TRENTE-CINQ (583.335) parts sociales d'UN euro (1 €) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

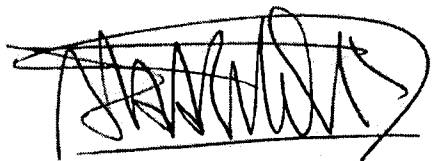
- La société SPORTING INVEST, à concurrence de cent-vingt sept mille cinq-cents parts, ci..... numérotées 1 à 127.500	127.500 parts
- Monsieur Guillaume MEYSSELLE, à concurrence de vingt mille parts, ci..... numérotées 127.501 à 147.500	20.000 parts
- Monsieur Bastien BOUBAT, à concurrence de dix mille parts, ci..... numérotées 147.501 à 157.500	10.000 parts
- La société SPORTS COUNTRY CLUB, à concurrence de quatre cent vingt-cinq mille huit cent trente cinq parts, ci..... numérotées 157.501 à 583.335	425.835 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	583.335 parts

AMK

4. Pouvoirs pour les formalités

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir les formalités requises par la loi.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant.



Alexandre HARKOUS
Gérant

Enregistré à : SIE DE NANTES SUD EST - ENREGISTREMENT
Le 08/12/2014 Bordereau n°2014/3 788 Case n°20 Ext 16380
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

Myriam CLODIC
Agent des Finances Publiques

BOSS:SE DEPART 12/14

Déposé au Greffe
le 16 DEC. 2014
sous le N° 13583
RCS N° 12 B502

SARL ELEVEN

Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 euros

Siège social : 3, allée Cassard
44000 NANTES

530 937 192 RCS NANTES

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ET EXTRAORDINAIRE DU 1er DECEMBRE 2014**

[.../...]

**RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE**

VINGT SEPTIEME RESOLUTION

*(Remplacement du Gérant démissionnaire
et détermination des pouvoirs du nouveau Gérant)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance :

- prend acte de la démission de Monsieur Olivier BOUBAT de ses fonctions de Gérant, à effet immédiat,
- décide de nommer en remplacement, pour une durée illimitée :

Monsieur Alexandre HARKOUS
Né le 10 janvier 1967 à Zebdine (Liban)
De nationalité française
Demeurant Cumberland Mansions, Flat 41 - W1H 5ZB LONDRES
(Royaume-Uni)

- décide que, conformément à l'article 17 des statuts, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Alexandre HARKOUS, déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Gérant.

[.../...]

DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE
LIQUIDATION

VINGT NEUVIEME RESOLUTION

(Nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de nommer :

- La société CABINET JLA AUDIT, domiciliée 77-81, boulevard de la République 92250 LA GARENNE COLOMBES en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,
- Monsieur Pascal FLEURY, domicilié 39, avenue de Friedland 75008 PARIS, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant,

pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

[.../...]

TRENTIEME ET UNIEME RESOLUTION

(Modification de la dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 « Dénomination » des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier la dénomination sociale en 11 FOOTBALL CLUB, à compter de ce jour, et décide de modifier corrélativement l'article 2 « Dénomination » des statuts de la manière suivante :

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

11 FOOTBALL CLUB.

Le reste de l'article demeure sans changement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



TRENTE DEUXIEME RESOLUTION

(Réduction du capital social d'un montant de 100 000 euros – Conditions et modalités de la réduction de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, et après avoir décidé d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à - 100 000 euros au compte "report à nouveau" s'élevant ainsi à - 100 000 euros :

- décide d'amortir ces pertes en réduisant le capital d'une somme de 100 000 euros, le ramenant ainsi de 100 000 euros à zéro euro, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital faisant l'objet de la trente troisième résolution ci-après ;
- décide, sous la même condition suspensive que ci-dessus, de réaliser cette réduction de capital par voie d'annulation des 100 000 parts sociales existantes ;
- décide que la réduction de capital prendra effet au jour de la réalisation de l'augmentation de capital sans effet rétroactif.
- confère au Gérant tous pouvoirs à l'effet de constater la réalisation définitive de la réduction de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TRENTE TROISIEME RESOLUTION

(Augmentation du capital social d'un montant de 127.500 euros – Conditions et modalités de l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance :

- décide, d'augmenter le capital social d'un montant de 127.500 euros pour le porter de 0 euro à 127.500 euros, au moyen de la création de 127.500 parts sociales nouvelles, numérotées de 1 à 127.500, d'un euro de valeur nominale ;

Les parts sociales nouvelles seront émises au pair et libérées intégralement lors de leur souscription ;

Les parts sociales nouvelles ainsi créées seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles seront assimilées aux parts anciennes à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourrait être décidée à compter de leur émission ;

- décide que cette augmentation de capital sera réservée intégralement à la société SPORTING INVEST, Société à responsabilité limitée au capital de 127 500 euros, dont le siège social est situé Route d'Issoudun – Chemin du Vallon – 18000 Bourges, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bourges sous le numéro d'identification unique 808 073 712 ;
- agréé expressément la société SPORTING INVEST en qualité de nouvel associé, conformément à l'article 11 des statuts ;
- décide que la souscription sera ouverte à compter de ce jour et jusqu'au 10 décembre 2014 inclus ;
- décide que la souscription sera constatée par la remise à la Société le 10 décembre 2014 au plus tard d'un bulletin de souscription daté et signé par le souscripteur, adressé à la Société soit par lettre recommandée AR soit par lettre remise en main propre contre décharge d'un mandataire habilité ;
- décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la Banque HSBC, Agence CAE Paris République, 26 boulevard de Magenta – 75010 Paris, sur un compte bancaire « augmentation de capital » ouvert à cet effet au nom de la Société ;
- décide que le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite par le souscripteur ci-dessus visé.
- confère au Gérant tous pouvoirs à l'effet de :
 - procéder à la clôture anticipée des souscriptions ou proroger sa date, le cas échéant ;
 - recueillir les souscriptions des parts sociales nouvelles, recevoir les versements et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds ;
 - obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant la libération de l'augmentation de capital ;
 - procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
 - apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives ;
 - plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
 - et
 - constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



TRENTE QUATRIEME RESOLUTION

(Augmentation du capital social d'un montant de 30.000 euros – Conditions et modalités de l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance :

- décide, sous condition suspensive de la réalisation définitive de la précédente augmentation de capital décidée dans la résolution précédente, d'augmenter le capital social d'un montant de 30.000 euros pour le porter de 127.500 euros à 157.500 euros, au moyen de la création de 30.000 parts sociales nouvelles, numérotées de 127.501 à 157.500, d'un euro de valeur nominale ;

Les parts sociales nouvelles seront émises au pair et libérées intégralement lors de leur souscription ;

Les parts sociales nouvelles ainsi créées seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles seront assimilées aux parts anciennes à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourrait être décidée à compter de leur émission ;

- décide que cette augmentation de capital sera réservée intégralement à :
 - Monsieur **Guillaume MEYSELLE**, à concurrence de 20.000 parts sociales nouvelles d'un euro, soit une souscription totale de 20.000 euros libérée intégralement ;
 - Monsieur **Bastien BOUBAT**, à concurrence de 10.000 parts sociales nouvelles d'un euro, soit une souscription totale de 10.000 euros libérée intégralement ;
- agréé expressément Monsieur Guillaume MEYSELLE et Monsieur Bastien BOUBAT en qualité de nouveaux associés, conformément à l'article 11 des statuts ;
- décide que les souscriptions seront ouvertes à compter de ce jour et jusqu'au 10 décembre 2014 inclus ;
- décide que les souscriptions seront constatées par la remise à la Société le 10 décembre 2014 au plus tard de bulletins de souscription datés et signés par les souscripteurs, adressés à la Société soit par lettre recommandée AR soit par lettre remise en main propre contre décharge d'un mandataire habilité ;
- décide que les fonds provenant des souscriptions seront déposés auprès de la Banque HSBC, Agence CAE Paris République, 26 boulevard de Magenta – 75010 Paris, sur un compte bancaire « augmentation de capital » ouvert à cet effet au nom de la Société ;

BM

- décide que le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite par les souscripteurs ci-dessus visés.
- confère au Gérant tous pouvoirs à l'effet de :
 - procéder à la clôture anticipée des souscriptions ou proroger sa date, le cas échéant ;
 - recueillir les souscriptions des parts sociales nouvelles, recevoir les versements et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds ;
 - obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant la libération de l'augmentation de capital ;
 - procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
 - apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives ;
 - plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital ; et
 - constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE CINQUIEME RESOLUTION

(Augmentation du capital social d'un montant de 425.835 euros – Conditions et modalités de l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance :

- décide, sous condition suspensive de la réalisation définitive des précédentes augmentations de capital décidées dans les résolutions précédentes d'augmenter le capital social d'un montant de 425.835 euros pour le porter de 157.500 euros à 583 335 euros, au moyen de la création de 425.835 parts sociales nouvelles, numérotées de 157.501 à 583 335, d'un euro de valeur nominale ;

Les parts sociales nouvelles seront émises au pair et libérées intégralement lors de leur souscription ;

Les parts sociales nouvelles ainsi créées seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles seront assimilées aux parts anciennes à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourrait être décidée à compter de leur émission ;

- décide que cette augmentation de capital sera réservée intégralement à la société SPORTS COUNTRY CLUB, société par actions simplifiée au capital de 550.000 euros ayant son siège social au 66 avenue des Champs Elysées – 75008 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 807 596 614 ;
- agréé expressément la société SPORTS COUNTRY CLUB en qualité de nouvel associé, conformément à l'article 11 des statuts ;
- décide que la souscription sera ouverte à compter de ce jour et jusqu'au 10 décembre 2014 inclus ;
- décide que la souscription sera constatée par la remise à la Société le 10 décembre 2014 au plus tard d'un bulletin de souscription daté et signé par le souscripteur, adressé à la Société soit par lettre recommandée AR soit par lettre remise en main propre contre décharge d'un mandataire habilité ;
- décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la Banque HSBC, Agence CAE Paris République, 26 boulevard de Magenta – 75010 Paris, sur un compte bancaire « augmentation de capital » ouvert à cet effet au nom de la Société ;
- décide que le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite par le souscripteur ci-dessus visé.
- confère au Gérant tous pouvoirs à l'effet de :
 - procéder à la clôture anticipée des souscriptions ou proroger sa date, le cas échéant ;
 - recueillir les souscriptions des parts sociales nouvelles, recevoir les versements et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds ;
 - obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant la libération de l'augmentation de capital ;
 - procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
 - apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives ;
 - plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital ; et
 - constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

[.../...]

AMB

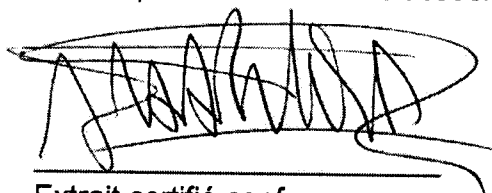
TRENTE NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

[.../...]

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Gérant et les associés.



Extrait certifié conforme
Monsieur Alexandre HARKOUS
Gérant

Ensemble des documents annexés

Déposé au Greffe

le 16 DEC. 2014

sous le N° 13583

RCS N° 12 B 502

11 FOOTBALL CLUB

Société à responsabilité limitée

au capital de 583.335 euros

Siège social : 3, allée Cassard - 44000 NANTES

530 937 192 RCS NANTES

STATUTS MODIFIES

PAR DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 2014

ET

PAR DECISION DU GERANT DU 5 DECEMBRE 2014

Copie certifiée conforme

Alexandre HARKOUS

Gérant

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'ALEXANDRE HARKOUS', written over a horizontal line. Below the signature, there is a small handwritten number '7'.

11 FOOTBALL CLUB
44000 NANTES

TITRE I

FORME OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE

Article 1- FORME

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de Commerce sur les sociétés commerciales, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2- OBJET

Dispositions générales relatives à l'objet social: pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société a pour objet:

- le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, installation, exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet social similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **11 FOOTBALL CLUB**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "SARL." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à NANTES (44000), 3 allée Cassard.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5- DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

Article 6- EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

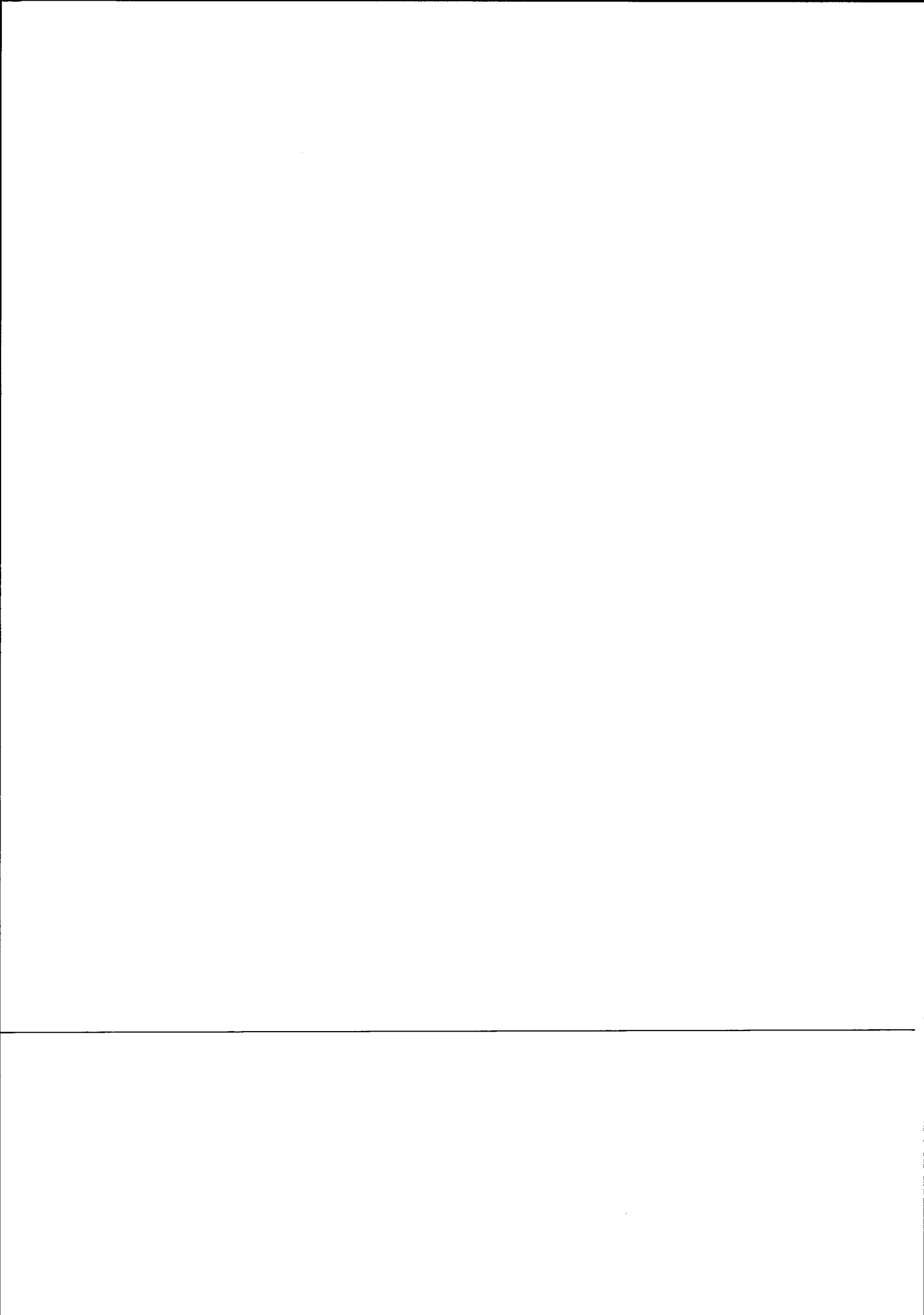
Aux termes d'une décision collective en date du 31 octobre 2014, l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2014 est de 10 mois et sera clos le 31 octobre 2014 ; l'exercice suivant ouvert le 1^{er} novembre 2014 aura une durée de 14 mois et sera clos le 31 décembre 2015 afin de revenir à la date de clôture prévue à l'alinéa qui précède.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 7- APPORTS

1) A la constitution de la Société, les associés fondateurs ont fait apports de 20.000 euros en numéraire.



- 2) Suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 novembre 2011, le capital a été augmenté d'une somme de 80.000 euros par apports en numéraire.
- 3) Suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 25.000 euros par apports en numéraire.
- 4) Suivant délibérations de cette même Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 175.000 euros par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.
- 5) Suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 45.113 euros par apports en numéraire.
- 6) Suivant délibérations de cette même Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 74.887 euros par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.
- 7) Suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 novembre 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 32.940 euros par apports en numéraire.
- 8) Suivant délibérations de cette même Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 novembre 2012, le capital a été augmenté d'une somme de 163.053 euros par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.
- 9) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 24 juillet 2014, le capital social a été réduit d'une somme de 615.993 euros puis augmenté d'une somme de 100.000 euros en numéraire.
- 10) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 1^{er} décembre 2014 et d'une décision du Gérant en date du 5 décembre 2014, le capital social a été réduit d'une somme de 100.000 euros puis augmenté d'une somme de 583.335 euros en numéraire.

Article 8- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ-CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE TROIS-CENT TRENTE-CINQ euros (583.335 €).

Il est divisé en CINQ-CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE TROIS-CENT TRENTE-CINQ (583.335) parts sociales d'UN euro (1 €) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

– La société SPORTING INVEST, à concurrence de cent-vingt sept mille cinq-cents parts, ci	127.500 parts
– Monsieur Guillaume MEYSSELLE, à concurrence de vingt mille parts, ci	20.000 parts
– Monsieur Bastien BOUBAT, à concurrence de dix mille parts, ci	10.000 parts
– La société SPORTS COUNTRY CLUB, à concurrence de quatre cent vingt-cinq mille huit cent trente cinq parts, ci.....	425.835 parts
	<hr/>
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	583.335 parts

Article 9- MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I- Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code Civil.

Le partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de Commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 10- REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la Société d'émettre des valeurs mobilières. Elle pourra toutefois procéder à l'émission d'obligations nominatives dans les conditions prévues par la loi.

Les droits de chaque associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

Article 11- CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I- Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de Commerce.

2- Agrément des cessions

a) Cessions entre associés

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

b) Cessions au profit des conjoints, ascendants ou descendants

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

c) Cessions à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

3- Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

En cas d'avis favorable, l'associé en est informé par écrit ou par la remise d'une copie certifiée conforme du procès-verbal contenant la relation de la procédure et de la décision prise, Il peut alors réaliser l'opération aux conditions communiquées.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts.

Les frais d'expertise sont à la charge de la société.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

5- Repentir du cédant

Le cédant pourra, à tout moment, renoncer à la cession.

S'il ne répond pas à une notification passé un délai de deux (2) mois à compter de la notification, il sera réputé avoir renoncé à la cession.

II- Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou une lettre remise en main propre contre décharge, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

L'agrément pourra être donné au profit de tous les ayants droit de l'associé décédé ou au profit de certains d'entre eux seulement, indivisément ou séparément, au libre choix des associés survivants.

Dans ce cas, le ou les bénéficiaires de cette stipulation seront redevables à la succession de la valeur des droits sociaux qui leurs seront attribués.

En cas d'agrément partiel, chaque bénéficiaire désigné qui souhaiterait refuser son admission, devra le faire connaître à la société, par courrier recommandé avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire, dans les trente (30) jours qui suivront la réception de la notification de la décision d'agrément qui lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire. A défaut, il sera réputé définitivement admis dans les conditions de la décision notifiée.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires désignés exprime son refus, la décision d'agrément sera rendue caduque pour le tout. Il conviendra alors, de convoquer une nouvelle assemblée générale des associés survivants à l'effet de statuer sur le sort des parts de l'associé décédé.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis pour l'ensemble des héritiers et ayants droit.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant non encore associé.

3 - Extinction du PACS

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

III- Augmentation de capital - apports

Les règles de transmission définies ci-dessus pour la cession des parts sociales, y compris celles stipulant un agrément préalable, sont applicables également aux opérations concernant:

- l'attribution de parts sociales nouvelles à toute personne physique ou morale non encore associée, en contrepartie d'apports en nature, en numéraire ou autres,
- ou sa participation à une augmentation de capital par cession de droits.

L'apport de parts sociales consenti par un associé au profit d'une personne morale est également assujéti aux règles définies ci-dessus pour la cession des parts sociales.

IV- Nantissement des parts sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article 12, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1 du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital social.

Article 12- INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Les titres de la société pourront être donnés en location, dans les conditions prévues par la loi.

Article 13- DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

Les droits attachés aux parts d'industrie sont fixés lors de la création desdites parts.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 14- DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 15- COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un Gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du Code de Commerce.

TITRE III

GERANCE

Article 16- DESIGNATION DES GERANTS

La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Article 17- POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société - Le Gérant", suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 18- DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés un mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

3 - Nomination d'un nouveau Gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du Gérant, tout associé a la faculté de convoquer l'assemblée générale mais à seule fin de procéder à son remplacement, dans les conditions de l'article L. 223-27, alinéa 5 du Code de Commerce.

Article 19- REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 20- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 21- RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L. 223-22 du Code de Commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L. 223-24 du Code de Commerce.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 22- MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prise en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux Comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 24 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre cas, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par les présents statuts, doit être donné par la majorité des associés selon les règles fixées audit article.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L.223-43 du Code de Commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 23- ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion-Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 24 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 25- PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

Article 26- INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le Ministère Public et le Comité d'entreprise s'il en existe sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 27- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX BENEFICES DIVIDENDES

Article 28- COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 29- AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII

DISSOLUTION LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 30 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la Société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L.223-2 et L.223-42 du Code de Commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la Société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 31 - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

Article 32- CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

DOSSIER DEMATERIALISE